

charges variables; l'usine a besoin de 500 Mpc l'heure. Les réductions descendent jusqu'à 71 Mpc l'heure. L'approvisionnement d'été assez constant entre le 5 octobre et le 5 novembre. Il y a un quatorze jours de réduction; la situation s'aggrave avec la venue de l'hiver. Coût du gaz: 43 le mille; à ce prix, beaucoup plus économique que le charbon pendant les périodes de réduction. Gaz et charbon utilisés en même temps pour obtenir rendement des chaudières.

Monsieur le président, il n'y a pas assez de gaz pour suffire aux besoins du Nord de l'Ontario, qu'on ne vienne pas dire le contraire. Si nous voulons utiliser la source d'énergie la moins chère dans le Nord de l'Ontario, il nous faut un excédent énorme de gaz; il en faut à tel point qu'on voudra soit le brûler parce qu'il est dans la plupart des cas moins cher, soit le vendre à une nouvelle industrie qui se développera sachant que ce combustible est bon marché et disponible en très grandes quantités. A mon avis, cet aspect importe pour le Canada, alors que nous consacrons des millions et des millions au programme de développement régional qui, dans la plupart des cas, ne donne aucun résultat.

• (3.40 p.m.)

On nous a demandé de construire la partie nord du pipe-line de la *Trans-Canada* et nous l'avons fait. Nous avons offert de la remettre à la société après dix ans et elle s'est empressée de la reprendre. A mon avis, l'argent que nous a coûté l'aménagement de ce conduit qui traverse le Nord de l'Ontario fut dépensé sagement.

Que le nouveau gazoduc suive le même tracé que le premier ou qu'il passe par Sault-Sainte-Marie et Sudbury, peu m'importe, car si nous plaçons des fonds dans ce projet, nous épargnerons des millions et des millions de dollars sur une longue période et nous assurerons un stimulant important au développement de nouvelles industries dans cette région. Il en résultera beaucoup plus d'industries que le ministre n'a réussi à en créer jusqu'à ce jour. Il n'a contribué à la création d'aucune nouvelle industrie dans cette partie du pays, et pourtant je puis énumérer huit ou neuf nouvelles usines de contreplaqué et deux exploitations de fer qui s'y sont établies. La réalisation du projet hydro-électrique de Timmins dépendra en grande mesure de l'existence de gaz à débit discontinu en quantité suffisante dans cette région.

Les néo-démocrates sont-ils les seuls à s'intéresser à ce problème au Canada? Les Créditistes ont certes envisagé la question dans un sens étroit. Après avoir fait face aux demandes courantes et éventuelles de gaz naturel au Canada, nous devrions vendre tout excédent, et je ne m'oppose pas du tout à ce

que ce gaz soit exporté. Nous pourrions ainsi alimenter les marchés de Toronto, Sarnia, Montréal et d'autres régions, y compris Niagara-Falls, après avoir répondu à tous nos besoins. Mon seul souci est qu'on n'en exporte pas avant de faire face aux besoins courants et éventuels de cette ressource naturelle. Aucun néo-démocrate ne s'opposerait à l'exportation de l'excédent de gaz en vertu d'un contrat à court terme après que nous aurons pourvu à l'expansion industrielle prévue dans les régions du pays devant être desservies par cette source d'énergie à bon marché. Il ne serait pas juste d'édifier au Canada un immense complexe industriel dépendant du gaz canadien, pour le priver ensuite de cette source d'énergie.

Le gouvernement actuel ne planifie rien. J'apprends qu'un sénateur a conclu une entente par écrit avec le premier ministre. Il l'a ensuite fait notarié pour avoir un recours juridique sur la promesse du chef du gouvernement. Il a dû agir ainsi pour une bonne raison. Nous ne pouvons sans doute pas permettre au gouvernement de s'engager à exporter une bonne part du gaz transporté vers l'Est canadien, car nous n'avons pas lieu de croire qu'il nous serait renvoyé.

Une fois que nous approvisionnerons les États-Unis en énergie, nous sommes moralement obligés de continuer. Nous l'avons fait pour l'énergie électrique, alors que nous étions impliqués dans une guerre. Nous avons alors besoin de cette énergie plus que jamais, mais nous ne pouvions couper l'approvisionnement des États-Unis à Niagara-Falls. Les États-Unis avaient établi des industries en comptant sur cette source de force motrice. Ils ont adopté, en fait, l'attitude suivante: que le Canada aille au diable, il ne fait que livrer une guerre. Les industries américaines étaient plus importantes et nous ne pouvions pas les priver de cette énergie pour en faire profiter notre effort de guerre.

Je dirai aux députés de l'Ouest canadien que nous ne divergeons pas d'opinion avec eux en ce qui concerne la vente de gaz. Je ne me suis pas levé pour protester contre l'exportation des 200 millions de pieds cube de gaz par le pipe-line de la *Trans-Canada*, et cela représentait trois ou quatre fois le volume actuellement en question. Si ce gaz constitue un excédent, on devrait l'exporter et le vendre. Les députés de l'Ouest n'ont pas indiqué clairement que seulement certains gisements produisent du gaz naturel et qu'on ne tire des autres que des produits dérivés. Ils ne nous ont pas dit que si on ne vend pas l'excédent, il faut le brûler. Il serait stupide de notre part de brûler un produit qu'on peut vendre au sud de la frontière ou ailleurs.